

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 02/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LABORATOIRES EXPANSCIENCE**

RUE DES QUATRE FILLES  
28230 Epernon

Références : IC250333-VAT20250224  
Code AIOT : 0010000316

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement LABORATOIRES EXPANSCIENCE implanté RUE DES QUATRE FILLES 28230 EPERNON. L'inspection a été annoncée le 26/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LABORATOIRES EXPANSCIENCE
- RUE DES QUATRE FILLES 28230 EPERNON
- Code AIOT : 0010000316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site industriel des laboratoires EXPANSCIENCE, implanté à Épernon, regroupe les activités de

recherche, de développement et de production de principes actifs, ainsi que de fabrication, conditionnement et expédition de produits pharmaceutiques et dermocosmétiques.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS TOP 99%
- AN25 Sobriété hydrique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Bassins de confinement des eaux extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 1.1.4.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	60 jours
4	3. Données de prélèvement (AN Sobriété hydrique)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Demande d'action corrective	4 mois
5	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 2.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Diagnostic des prélèvements	AP Complémentaire du 12/07/2024, article 2	/	Demande d'action corrective	60 jours
17	5. Mesures d'investigation (AN PFAS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
21	Stockage temporaire des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 5.1.2	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	1. Sobriété hydrique (AN Sobriété hydrique)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
3	2. Plan des réseaux (AN Sobriété)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	hydrique)			
6	I. Réductions d'eau de l'exploitant (AN Sobriété hydrique)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
7	II. Réductions imposables à l'exploitant (AN Sobriété hydrique)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
8	III. Les installations exemptées (AN Sobriété hydrique)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
9	IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse (AN Sobriété hydrique)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
10	V. Prescriptions locales (AN Sobriété hydrique)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
12	1. Déclaration des résultats GIDAF (AN PFAS)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
13	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
14	2. Rejets aqueux de PFOS (AN PFAS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
15	3. Liste des substances PFAS (AN PFAS)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
16	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	PFAS			
18	6. Mesures de suppression/réduction (AN PFAS)	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	/	Sans objet
19	7. Mesures de surveillance (AN PFAS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
20	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassins de confinement des eaux extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 1.1.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 04/07/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2010 et relatives à la consistance des installations autorisées sont complétées par les dispositions suivantes :</p> <p>Nouvelles installations :</p> <p>[...]</p> <p>- la construction d'un bassin de confinement supplémentaire destiné à la récupération des eaux en cas d'incendie, d'un volume de 750 m3, également installé en partie Nord du site à proximité du bassin actuel de confinement d'une capacité également de 750 m3 ;</p>

[...]

#### **Article 4.1.2**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 500 m<sup>3</sup> (2 bassins de 750 m<sup>3</sup> chacun) avant rejet vers le milieu naturel.

[...]

Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

#### **Constats :**

Constat de la visite du 4 juillet 2024 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du volume des bassins de confinement.

Par courrier du 9 octobre 2024, l'exploitant a transmis les plans relatifs à des mesures effectuées par un géomètre pour évaluer le volume des bassins.

Il est précisé que le Bassin 1 dispose d'un volume de 555 m<sup>3</sup>. Le Bassin 2 dispose d'un volume de 588 m<sup>3</sup>. Ainsi, la somme des 2 volumes conduit à un volume maximal de 1143 m<sup>3</sup>. Le document précise que l'installation d'un clapet entre les 2 bassins permettrait de conduire le volume maximal à 1438 m<sup>3</sup> (passage de 555 à 830 m<sup>3</sup> pour le Bassin 1).

Ce volume est inférieur au volume minimal prescrit.

Lors de la visite du 30/04/2025, l'exploitant a présenté le calcul D9A relatif aux besoins en confinement des eaux incendie. Ce volume est de 1735 m<sup>3</sup>.

En additionnant les différents volumes de rétention disponibles (les bassins de confinement, les différentes rétentions (quais CDD, quais NB2, aire de dépotage H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub>, aire de dépotage Solvants new B2, entre B5 et parc solvants, aire déchets station) et le volume des réseaux en amont des bassins (en cours de quantification)), le volume disponible au jour de l'inspection serait de 1419 m<sup>3</sup> environ. En intégrant le clapet mentionné dans la réponse du 9/10/2024, et dont la mise en place est envisagée en 2026 d'après l'exploitant, le volume serait de 1714 m<sup>3</sup> environ.

**Constat : le volume des bassins de confinement est inférieur au volume prescrit à l'article 1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 13/12/2016. Les rétentions des eaux d'extinction sont insuffisantes au regard du calcul D9A présenté par l'exploitant.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 2 : 1. Sobriété hydrique (AN Sobriété hydrique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'un plan d'actions a été défini et validé en interne fin 2024. Il est présenté à l'inspection des installations classées. Des actions ont été entreprises à court terme, permettant de réduire les volumes d'eau consommés de plusieurs milliers de m3 : planification dans l'enchaînement des lots permettant de réduire le nombre de lavages, réparations liées aux fuites d'eau, mise en place de groupe froid pour le refroidissement de la station biologique.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : 2. Plan des réseaux (AN Sobriété hydrique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 04/07/2024 : Le réseau d'alimentation issu du forage n'est pas indiqué sur le plan ainsi que le forage lui-même.</p> <p>Par courrier du 9 octobre 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées un extrait du plan des réseaux mis à jour, en incluant le forage et son réseau d'alimentation.</p> <p>Le 30/04/25, en inspection, l'exploitant présente le plan des réseau enterrés du site (914.20.RES.11001) faisant apparaître le forage et son réseau d'alimentation.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : 3. Données de prélèvement (AN Sobriété hydrique)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 04/07/2024 : L'exploitant n'effectue pas un relevé hebdomadaire de ses compteurs.</p> <p>Par courrier du 9 octobre 2024, l'exploitant a indiqué : "En raison des problématiques d'effectif, la réalisation d'un relevé hebdomadaire n'est pas possible, le site est en cours de mise en place d'un outil de comptage de l'eau et de l'énergie incluant la télérelève de chaque compteur.</p> <p>Concernant les compteurs d'eau, la société VEOLIA ne permet pas l'accès aux données, aussi nous devons équiper le site de compteur additionnels qui n'était pas prévus dans le projet ni au budget 2024. La mise en place de ces compteurs nécessite un arrêt des activités et un budget plus important que prévu initialement en raison de la nécessité d'ajout de regards : les travaux pourront être réalisés sur notre arrêt technique d'été 2025</p>



Visite du 30/04/2025 : L'exploitant indique qu'un débitmètre a été installé lors de l'arrêt technique de fin d'année 2024 pour le forage. La télérelève est possible sur ce compteur. L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le logiciel faisant apparaître les données de comptage. Des ajustements techniques sont attendus pour obtenir des données fiables (livraison du logiciel quelques jours avant la visite d'inspection). Dans l'attente, un relevé manuel est effectué mensuellement (dernier relevé : 1er avril 25 : 118154). Sur le terrain, il est constaté l'index du compteur : 119707.

Pour l'eau de ville, les compteurs pour la télérelève seront installés lors de l'arrêt technique de l'été 2025 (dernier relevé compteur 1 : 252107 / compteur 2 : 168625).

**Constat : L'exploitant n'effectue pas un relevé hebdomadaire de ses compteurs.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 5 : Approvisionnement en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Approvisionnement en eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2024

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2010 relatives à l'approvisionnement en eau sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les prélèvements en eau sont répartis de la façon suivante :

-Nappe phréatique consommation annuelle 25 000 m<sup>3</sup>

débit max 25 m<sup>3</sup>/h  
débit moyen 24h 12 m<sup>3</sup>/h  
-Réseau public 75 000 m<sup>3</sup>

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Dans le cas où le forage dans la nappe phréatique n'est pas utilisé durant l'année en cours, l'exploitant a la possibilité de prélever le volume annuel de sa consommation d'eau depuis le réseau public.

#### **Constats :**

Constats de la visite d'inspection du 4 juillet 2024 : l'exploitant ne peut pas justifier des débits de prélèvement dans la nappe.

Par courrier du 9 octobre 2024, l'exploitant a indiqué : "Un débitmètre totalisateur est bien installé sur l'arrivée d'eau de forage mais celui-ci ne fait pas l'objet d'enregistrement. Notre projet de mise en place de logiciel de comptage a inclus le report de cet équipement et l'enregistrement sera opérationnel sur fin d'année.

La présentation du logiciel de comptage n'a pas permis de constater l'enregistrement des débits de prélèvement dans la nappe.

**Constat : l'exploitant ne peut pas justifier des débits de prélèvement dans la nappe.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé (justificatif de la donnée de débit de prélèvement sur le logiciel de comptage). En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 6 : I. Réductions d'eau de l'exploitant (AN Sobriété hydrique)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de

l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.
<b>Constats :</b>  Il n'y a eu aucun déclenchement d'un niveau de gravité sécheresse sur la commune d'Epernon en 2024.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : II. Réductions imposables à l'exploitant (AN Sobriété hydrique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.  Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.  Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.
<b>Constats :</b>

L'exploitant présente le fichier de calcul du volume de référence pour 2024, en prenant chaque milieu de prélèvement (eau de ville, forage).

Le calcul prend en compte le nombre de jours d'activités de l'installation soit 365 jours par an.

Un premier calcul fait état de la moyenne des volumes journaliers sur l'année civile 2024.

Un 2nd calcul fait état de la moyenne des volumes journaliers sur les trimestres 2024.

Le volume de référence retenu par l'exploitant pour chaque milieu de prélèvement sur l'année 2024, après déduction de la valeur forfaitaire de 5% est le suivant :

	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4
Eau de ville	164	188	164	164
Forage	41	40	50	44

Ce calcul n'appelle pas de remarque.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : III. Les installations exemptées (AN Sobriété hydrique)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM

**Prescription contrôlée :**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis

<p>le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il n'est pas exempté aux dispositions de l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Au regard de la réduction des consommations d'eau en 2024, l'inspection des installations classées invite à l'exploitant à se positionner au regard de cet article.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse (AN Sobriété hydrique)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun niveau de gravité sécheresse n'a été déclenché en 2024 sur la commune d'Epernon.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'en cas de déclenchement d'un niveau de gravité sécheresse, les données de consommation sont à renseigner par l'exploitant sur la plateforme GIDAF. L'inspection invite l'exploitant à configurer la structure de surveillance "Gestion de l'eau" sur GIDAF pour pouvoir déposer les déclarations le moment venu. Un tutoriel est accessible sur : <a href="https://prezi.com/view/ZjoHqoRykJjobknO93Eg/">https://prezi.com/view/ZjoHqoRykJjobknO93Eg/</a></p>

L'inspection rappelle également que les données relatives aux niveaux de crise sécheresse sont disponibles sur le site VigiEau : <https://vigieau.gouv.fr/>

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : V. Prescriptions locales (AN Sobriété hydrique)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales

**Prescription contrôlée :**

III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

**Constats :**

Au jour de l'inspection, aucune mesure de restrictions n'a été prévue par des arrêtés d'orientations de bassin, des arrêtés-cadres, des arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 12 juillet 2024, définissant des modalités de diagnostic des prélèvements applicables à l'exploitant afin de mettre en place des dispositions de restriction des usages de l'eau et des dispositions de gestion de crise (voir point de contrôle suivant).

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Diagnostic des prélèvements**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/07/2024, article 2

**Thème(s) :** Autre, Contenu du diagnostic

**Prescription contrôlée :**

Ce diagnostic doit déterminer en particulier :

1. les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau, notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau d'eau public, provenance de l'eau et interconnexion de ce réseau), et dans le cas d'un prélèvement dans le milieu naturel, la localisation géographique des captages, le nom de la nappe captée, les débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;

2. les volumes d'eau indispensables aux processus industriels, en identifiant précisément la part nécessaire à la mise en sécurité ou au maintien en sécurité des installations, et au maintien de la sécurité sanitaire des matières premières et/ou des produits finis, telles qu'unités de refroidissement ou de traitement des effluents dangereux (tour de lavage, tour aéroréfrigérante, etc.), et le cas échéant, la durée maximale de suspension de l'alimentation en eau de ces unités ;
3. les volumes d'eau nécessaires aux processus industriels dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
4. les volumes d'eau nécessaires aux processus industriels dont l'approvisionnement peut être décalé hors période de tension sur la ressource en eau, ainsi que les changements de périodes ;
5. les volumes d'eau utilisés pour d'autres usages que ceux des processus industriels (exemple non exhaustif : volume d'eau utilisé lors des tests réglementaires périodiques des équipements de lutte contre l'incendie) et, parmi eux, ceux qui peuvent être suspendus en cas de déficits hydriques ;
6. les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'établissement;
7. les dispositions temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique et basées sur les seuils de l'arrêté-cadre sécheresse du département d'Eure-et-Loir connu à date de la mise à jour de l'étude ;
8. l'historique des consommations d'eau brute et consommation spécifique, et des actions d'ores et déjà entreprises ou engagées depuis 10 ans ;

Le diagnostic doit également comprendre :

9. une analyse sur la disponibilité des moyens de lutte en cas d'incendie (internes et externes) lors des épisodes de sécheresse et les moyens mis en œuvre pris pour maintenir cette disponibilité en toute circonstance.

Les volumes susmentionnés seront exprimés en mètres-cubes (m<sup>3</sup>).

#### **Constats :**

Par courriel du 18 avril 2025, l'exploitant a adressé des premiers éléments pour répondre à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2024.

En inspection, l'exploitant précise qu'il a réalisé une cartographie des usages de l'eau entre 2021 et 2024, qui a permis d'aboutir à la production d'un rapport "Etude de réduction des consommations d'eau" en février 2024.

Il indique qu'une feuille de route a été validée en novembre 2024 en comité de direction sur les réductions de consommations d'eau pour les prochaines années. Ainsi, 150 compteurs équipés de télérelève ont pu être installés et sont reliés à un logiciel de suivi des consommations (présenté en inspection). Des études sont en cours sur les postes les plus consommateurs pour réduire significativement les consommations à échéance 2026-2027.

L'inspection des installations classées indique à l'exploitant que le diagnostic transmis ne répond pas à l'ensemble des points définis dans l'arrêté préfectoral complémentaire et que les données sont trop anciennes et semblent incohérentes avec les consommations déclarées sur GEREP.

Un courrier de demande de compléments a été transmis à l'exploitant le 21 mai 2025. Des éléments complémentaires sont attendus en juillet avec les actions de gestion des prélèvements (point 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2024).

<b>Constat : le diagnostic des prélèvements transmis par l'exploitant est incomplet.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 12 : 1. Déclaration des résultats GIDAF (AN PFAS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a renseigné les résultats des campagnes de mesures réalisées entre septembre et novembre 2023 sur GIDAF.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Précisions des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des limites de quantification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/10/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>



<p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats de la visite du 4 juillet 2024 : La limite de quantification pour le paramètre AOF n'est pas respectée pour certaines mesures.</p> <p>Par courrier du 9 octobre 2024, l'exploitant indique avoir corrigé les données.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 30/04/2025, l'inspection des installations classées constate que les données ont été corrigées le 2 octobre 2024 sur GIDAF, mais que des erreurs persistent.</p> <p>Par courriel du 13 mai 2025, l'exploitant indique avoir procédé aux corrections.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les données ont été correctement renseignées sur GIDAF le 30 avril 2025.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : 2. Rejets aqueux de PFOS (AN PFAS)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 ) <math>\leq 25 \mu\text{g/l}</math></p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les limites de quantification du PFOS (code sandre : 6561) n'ont pas été atteintes lors des prélèvements d'octobre et novembre 2023. En septembre 2023, il est relevé une concentration de 0,13 µg/L dans les eaux pluviales et eaux industrielles.</p> <p>L'exploitant indique que ces concentrations s'expliquent par un déclenchement non souhaité du système de sprinklage deux mois avant la campagne de mesures.</p> <p>Des discussions sont en cours avec le fournisseur d'émulseur pour étudier une solution de substitution.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : 3. Liste des substances PFAS (AN PFAS)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne pas utiliser de PFAS dans la production. Les seuls PFAS identifiés sur site sont ceux rencontrés dans l'émulseur.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection des installations classées la liste des PFAS présents dans l'émulseur FILMOPOL 3, transmise par son fournisseur.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.</p>

<p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique être en contact avec son fournisseur d'émulseur pour des solutions de substitution aux PFAS (règlement 19/09/24 pour PFHxA).</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle qu'en cas de changement d'émulseur, les effluents issus du nettoyage du réseau de sprinklage devront être traités comme des déchets dangereux.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : 5. Mesures d'investigation (AN PFAS)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les PFAS identifiés lors de l'analyse de septembre sont consécutifs à un déclenchement non souhaité du sprinklage quelques jours avant la campagne de mesures.</p> <p>Au regard des résultats des analyses, l'exploitant indique ne plus souhaiter réaliser de contrôle du sprinklage en utilisant l'émulseur.</p> <p><b>L'inspection constate que les Pfas présents en grande quantité dans l'émulseur n'ont pas été recherchés dans les rejets aqueux. Par ailleurs, l'émulseur n'est pas censé contenir de PFOS.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 18 : 6. Mesures de suppression/réduction (AN PFAS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p>
<b>Constats :</b>  <p>Les seuls PFAS identifiés sur le site proviennent de l'émulseur. Des discussions sont en cours avec le fournisseur pour trouver une solution de substitution.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : 7. Mesures de surveillance (AN PFAS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li> <li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;</li> </ul>
<b>Constats :</b>  <p>Au regard de l'origine des seuls PFAS identifiés par l'exploitant dans son installation (émulseur), aucune surveillance particulière n'est envisagée par l'exploitant.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
--

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

**Constats :**

L'exploitant indique que l'émulseur a été remplacé en 2023 par un produit sans PFOA.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 21 : Stockage temporaire des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 5.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, aire de transit des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que

nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépassera pas un an.

**Constats :**

Sur le terrain, au niveau de la zone déchets, l'inspection constate qu'une vingtaine de sacs big-bag remplis de boues d'épuration sont posés à même le sol (zone non étanche sans rétention) sur une zone non couverte. Des écoulements sont visibles sur le sol.

L'exploitant indique que ce stockage correspond à un mois d'activité et que ces sacs seront évacués prochainement.

Il indique également être en cours de discussion pour déclasser ces déchets en déchets non dangereux.

**Constat : des déchets dangereux sont stockés sur une aire de transit non étanche, non couverte et non aménagée pour la récupération des eaux météoriques souillées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours